



Littératie financière et décision d'introduction en bourse : une lecture à partir des entreprises installées au Cameroun

Stéphane GNINTEDEM TSAFACK¹, Alain TAKOUDJOU NIMPA²

¹Doctorant, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Dschang, Cameroun

²Professeur Titulaire en Sciences De Gestion
Université de Dschang, Cameroun

Résumé: L'objectif de cette étude est d'analyser le rôle de la littératie financière sur la décision d'introduction en bourse dans les entreprises non cotées au Cameroun. En s'appuyant sur un échantillon de 101 dirigeants d'entreprises situées dans les villes de Douala, Yaoundé et Bafoussam, cette recherche mobilise des outils statistiques tels que le tri à plat, l'analyse en composantes principales (ACP) et la régression multiple. Les résultats obtenus révèlent que les dirigeants camerounais présentent globalement un bon niveau de littératie financière. Cependant, seule la compétence financière l'un des trois indicateurs de la littératie exerce un effet négatif significatif sur la décision d'introduction en bourse, tandis que la connaissance financière et la confiance en soi n'ont pas d'effet déterminant. Ces constats soulignent la nécessité d'une éducation financière renforcée pour dynamiser le marché financier sous-régional et encourager les entreprises à s'introduire en bourse.

Mots-clés: Littératie financière, Introduction en bourse, Dirigeants d'entreprise, BVMAC, Cameroun.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.21205577>

Published in: Volume 5 Issue 4



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

Au cours de leur vie, les entreprises recherchent constamment des financements adaptés à leurs besoins de fonctionnement et d'investissement. Ce besoin de ressources financières durables se pose avec acuité dans les pays en développement, où le tissu économique est dominé par les petites et moyennes entreprises (PME). Historiquement, la question du financement à long terme ne date pas d'hier : les Compagnies des Indes, créées au XVII^e siècle, constituaient déjà une réponse aux difficultés financières rencontrées par les sociétés européennes de navigation, cherchant à mobiliser de larges capitaux pour leurs activités commerciales (Haudrière, 1989). L'introduction en bourse de ces sociétés a marqué le point de départ d'une ère nouvelle, celle du financement par le public.

Aujourd'hui, le marché boursier représente un instrument clé de mobilisation de l'épargne et un baromètre de la santé économique d'un pays. Selon Feudjo & Tchapgá, (2016), une bourse des valeurs est un espace où s'échangent actions, obligations et titres, contribuant à évaluer la vitalité d'une économie nationale. L'Afrique, longtemps marginalisée dans cette dynamique, connaît depuis les années 1990 un essor considérable de ses marchés financiers. Nkontchou (2010) recense vingt-trois bourses actives sur le continent, illustrant la volonté d'intégration financière régionale. Dans la zone CEMAC, la fusion entre la Douala Stock Exchange (DSX) et la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC), intervenue en juillet 2019, symbolise cette orientation vers une meilleure rationalisation des marchés de capitaux.

Cependant, malgré la mise en place de cadres réglementaires favorables et d'incitations fiscales (EcoMatin, 2020), le taux d'introduction en bourse des entreprises camerounaises demeure marginal. L'Institut National de la Statistique (2021) dénombre 34 688 entreprises modernes au Cameroun, dont 1 032 sociétés anonymes, mais à peine trois d'entre elles sont effectivement cotées. Cette situation paradoxale, relevée par Tchapgá et Feudjo (2016), témoigne d'une réticence persistante des dirigeants à ouvrir leur capital au public. Bouba (2010) attribue cette inertie à un manque de ressources longues et à une faible culture boursière dans la sous-région, limitant la capacité des entreprises à envisager la bourse comme une option stratégique de financement.

Ce déficit d'information et de compréhension rejoint une autre problématique : celle de la littératie financière. L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE, 2005) définit la littératie financière comme la capacité d'un individu à comprendre les concepts financiers et à utiliser ses connaissances pour prendre des décisions responsables. Joo et Grable (2000) estiment que les erreurs de décision en matière de finances personnelles proviennent souvent d'un manque de connaissance et de temps pour apprendre. Lusardi et al. (2014) montrent également que les individus dotés d'une forte littératie financière prennent des décisions d'investissement plus rationnelles et contribuent davantage à la stabilité du système financier. Dans cette perspective, la littératie financière

des dirigeants constitue un atout majeur pour orienter les choix de financement, notamment ceux relatifs à l'introduction en bourse.

Au Cameroun, la notion de littératie financière reste récente. Kamdem (2019) note que de nombreux investisseurs, dirigeants et particuliers peinent à comprendre les instruments financiers et les risques associés, ce qui freine leur participation aux marchés. Tchapgá (2021) ajoute que, pour beaucoup de chefs d'entreprise, la bourse demeure une réalité abstraite, mal comprise et perçue avec méfiance. Ces constats amènent à s'interroger sur le lien entre le niveau de littératie financière des dirigeants et leur décision d'introduire leur entreprise en bourse.

La littérature économique distingue plusieurs courants de réflexion à ce sujet. Un premier courant, illustré par Tchoutourian (2016), Laline (2017) et Le Fur et Outreville (2020), s'attache à mesurer le niveau de littératie selon les caractéristiques sociodémographiques. Ces études, centrées sur les individus, n'examinent pas l'impact de cette littératie sur les comportements financiers. Un second courant, représenté par Van et al. (2011) Lusardi et Mitchell (2007), et Lusardi et Mitchell (2014), relie la littératie à la participation boursière, mais dans des contextes économiques développés. Enfin, un troisième courant, mené par Tchapgá et Feudjo (2016), Monda et Mayeglé (2019) et Harraou et al. (2019), s'intéresse à la réticence des entreprises camerounaises à la cotation, en évoquant la confidentialité, la peur de perdre le contrôle ou encore la rigidité réglementaire. Cependant, ces auteurs n'intègrent pas explicitement la dimension cognitive et comportementale qu'implique la littératie financière.

C'est à cette lacune que répond le présent article, dont la question centrale est : la littératie financière joue-t-elle un rôle déterminant dans la décision d'introduction en bourse des entreprises camerounaises ? L'objectif général est de comprendre comment le niveau de connaissances, de compétences et de confiance des dirigeants influence leurs choix financiers stratégiques. Spécifiquement, il s'agit (i) d'analyser l'effet des connaissances financières des dirigeants d'entreprises au Cameroun sur leur décision d'introduire leurs entreprises en bourse ; (ii) d'analyser l'effet de leur compétence sur la décision d'ouverture du capital ; et (iii) analyser l'effet de la confiance en soi de ces dirigeants sur leur intention de s'introduire en bourse.

Sur le plan théorique, ce travail enrichit la littérature sur la finance comportementale en contexte africain. Sur le plan pratique, il fournit aux pouvoirs publics, aux régulateurs et aux institutions financières des éléments utiles pour renforcer la culture boursière et l'éducation financière au Cameroun. L'article est organisé comme suit : la section suivante présente la revue de littérature, suivie de la méthodologie, des résultats et discussions, puis de la conclusion et des recommandations.

2. Revue de littérature

La littérature scientifique sur la littératie financière et la décision d'introduction en bourse s'est développée progressivement au cours de la dernière décennie, en mettant en évidence le rôle crucial

que joue la connaissance financière dans la prise de décision des dirigeants. Les premières études menées sur la littératie financière ont principalement porté sur la population en général avant d'être étendues aux responsables d'entreprises. Ces travaux démontrent que la compréhension des notions financières influence directement la qualité des décisions économiques et le comportement face au risque.

2.1. La littératie financière : définitions et évolutions

Selon Lusardi et Mitchell (2014), la littératie financière désigne la capacité d'un individu à comprendre et à utiliser efficacement les concepts et les outils financiers pour prendre des décisions éclairées. Elle repose sur trois dimensions fondamentales : la connaissance, la compétence et la confiance financière. Ces composantes, lorsqu'elles sont bien développées, permettent aux dirigeants d'entreprise d'évaluer les risques, d'anticiper les besoins de financement et de choisir les sources de capital les plus adaptées à leurs objectifs. À l'inverse, un déficit de littératie conduit souvent à des décisions sous-optimales, voire à l'exclusion des marchés financiers.

2.2. Littératie financière et décisions financières

Plusieurs travaux mettent en évidence la corrélation entre le niveau de littératie et la propension à investir sur les marchés boursiers. Lusardi et al. (2014) ont montré que les individus dotés d'une bonne littératie participent davantage aux marchés financiers et adoptent un comportement d'investissement plus rationnel. Van et al. (2011) aboutissent à des conclusions similaires en démontrant que la littératie favorise la diversification des portefeuilles et la tolérance au risque. Joo et Grable (2000) soutiennent que le manque de connaissances financières est souvent à l'origine d'erreurs de jugement et d'une mauvaise gestion des ressources disponibles. Ces résultats confirment que la littératie n'est pas seulement un atout individuel, mais un déterminant du comportement économique collectif.

H1 : La connaissance financière influence positivement la décision d'introduction.

Dans le contexte camerounais, la question de la littératie financière prend une dimension particulière en raison de la faible culture boursière et de la méconnaissance des instruments financiers. Kamdem (2019) souligne que de nombreux dirigeants et investisseurs ne disposent pas des compétences nécessaires pour comprendre les opportunités qu'offre le marché financier. Cette situation freine la participation des entreprises au marché des capitaux et limite leur accès à des ressources longues. Tchapga (2021) va plus loin en expliquant que la bourse reste perçue comme un univers complexe, réservé à une élite, alors même qu'elle représente un levier essentiel pour la croissance et la transparence des entreprises.

H2 : La compétence financière influence positivement la décision d'introduction.

Les travaux portant sur la décision d'introduction en bourse au Cameroun confirment cette tendance. Bouba (2010) observe que la majorité des entreprises camerounaises se financent par des moyens

traditionnels, souvent bancaires, faute d'une culture financière orientée vers la bourse et de manque de confiance financière. Tchapga et Feudjo (2016) montrent que, malgré la présence d'une infrastructure boursière et la fusion entre la DSX et la BVMAC, les entreprises hésitent encore à franchir le pas de la cotation. Les auteurs identifient plusieurs freins : la crainte de perdre le contrôle, le manque de transparence perçu comme un risque, et surtout, une compréhension limitée des avantages économiques et stratégiques de l'ouverture du capital. Ces conclusions rejoignent celles de Harraou et al. (2019), qui évoquent le rôle déterminant de la formation et de la culture financière dans la décision d'introduction en bourse.

H3 : La confiance en soi influence positivement la décision d'introduction.

L'ensemble des études consultées met en évidence un constat commun : le niveau de littératie financière influence la perception du risque, la confiance en soi et la capacité à prendre des décisions financières ambitieuses. Plus un dirigeant comprend les enjeux du marché financier, plus il est susceptible d'envisager la cotation comme une stratégie de croissance. Inversement, une faible littératie accentue la méfiance, la dépendance aux financements bancaires et la réticence à s'exposer publiquement. Ce lien direct entre littératie et ouverture du capital constitue aujourd'hui un axe de recherche encore peu exploré dans le contexte camerounais, où la majorité des entreprises demeurent fermées à la bourse malgré les efforts de sensibilisation.

En somme, la littérature existante montre que la littératie financière, en renforçant les connaissances, les compétences et la confiance des dirigeants, agit comme un catalyseur de décisions financières rationnelles. Elle conditionne la compréhension des mécanismes du marché financier et, par conséquent, la volonté d'y participer. L'hypothèse centrale qui se dégage de ces travaux est que le niveau de littératie financière des dirigeants d'entreprise exerce une influence significative sur leur décision d'introduction en bourse. Cette revue de la littérature met ainsi en lumière l'importance de la culture financière dans la dynamique de développement du marché boursier camerounais.

3. Cadre théorique et conceptuel

3.1. Théories mobilisables

Cette recherche s'appuie principalement sur les théories suivantes :

La théorie des ressources : La théorie des ressources, issue des travaux de Penrose (1959) et formalisée par Wernerfelt (1984) puis Barney (1991), repose sur l'idée que la performance et la compétitivité d'une entreprise dépendent de la possession et de la valorisation de ressources rares, précieuses, inimitables et non substituables (VRIN). Dans cette logique, les ressources internes humaines, organisationnelles et technologiques constituent la base de l'avantage concurrentiel durable. Le dirigeant, en tant que porteur de compétences et d'expériences uniques, est perçu comme une ressource stratégique à part entière (Castanias & Helfat, 1991).

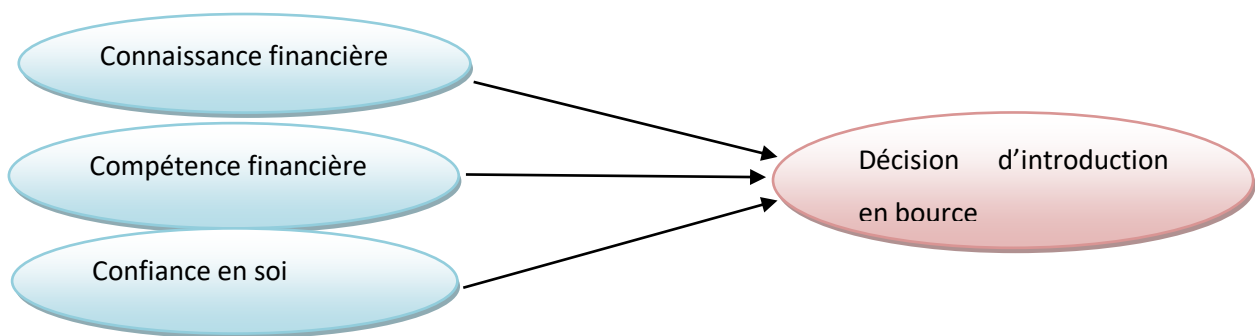
Théorie du signal : La théorie du signal trouve son origine dans les travaux de Spence (1973) sur le marché du travail, où il explique comment les individus peuvent réduire l'asymétrie d'information

entre eux et les employeurs par l'envoi de signaux crédibles. Ce cadre conceptuel a rapidement été adapté au domaine de la finance par Leland et Pyle (1977) et Ross (1977), qui ont démontré que les entreprises utilisent des signaux financiers (structure du capital, participation des fondateurs, transparence) pour informer le marché de leur qualité et ainsi accéder à des financements à moindre coût. L'introduction en bourse envoie un signal de qualité, mais nécessite une compréhension préalable des mécanismes.

3.2. Ancrage conceptuel

La présente revue de littérature a permis de poser les fondements théoriques nécessaires à la compréhension du lien entre littératie financière et décision d'introduction en bourse. De cette synthèse se dégage trois hypothèses : (1) la connaissance financière a une influence positive sur l'introduction en bourse, et (2) la compétence influence positivement l'introduction en bourse. (3) la confiance en soi a un impact positif sur l'introduction en bourse. Cette proposition est résumée dans le modèle conceptuel suivant (figure1).

Figure1 : Modèle conceptuel de l'étude



Source : l'auteur

4. Méthodologie de la recherche

La présente étude s'inscrit dans une approche quantitative visant à analyser la relation entre la littératie financière des dirigeants d'entreprise et leur décision d'introduction en bourse. Elle repose sur une démarche hypothético-déductive permettant de vérifier empiriquement les relations proposées à partir d'un modèle conceptuel issu de la littérature. Ce choix se justifie par la volonté d'expliquer le comportement décisionnel des dirigeants à partir de variables mesurables et de relations testables.

4.1. Echantillonnage de la population de l'étude

L'étude a été réalisée auprès d'un échantillon de 101 dirigeants d'entreprises situées principalement dans les villes de Douala, Yaoundé et Bafoussam. Ce choix géographique s'explique par la concentration de l'activité économique et du tissu entrepreneurial dans ces trois zones urbaines du

Cameroun. L'échantillon a été constitué à partir d'une méthode non probabiliste fondée sur la disponibilité et la volonté de participation des dirigeants. Ce choix, bien que limitant la généralisation des résultats, permet d'obtenir des données précises et fiables auprès d'acteurs directement concernés par la problématique étudiée.

4.2. Procédure de collecte des données

Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré administré en présentiel. Le questionnaire a été conçu à partir des travaux antérieurs sur la littératie financière, notamment ceux de Lusardi et Mitchell (2014), Joo et Grable (2000), et adapté au contexte camerounais. Il comporte deux grandes sections : la première consacrée aux caractéristiques sociodémographiques et professionnelles des dirigeants (âge, sexe, formation, expérience, statut juridique de l'entreprise), et la seconde portant sur les variables clés de la recherche, à savoir la littératie financière et la décision d'introduction en bourse.

4.3. Mesure et analyse des variables des variables

Ces dimensions ont été évaluées à l'aide d'échelles de Likert à cinq points, allant de « tout à fait en désaccord » à « tout à fait d'accord ». La décision d'introduction en bourse, variable dépendante, a été mesurée par l'intention déclarée du dirigeant d'ouvrir son capital sur le marché financier, ainsi que par la perception des avantages et des contraintes de la cotation.

Les données recueillies ont été traitées et analysées à l'aide du logiciel SPSS (version 25). Dans un premier temps, une analyse descriptive (tri à plat et mesures de tendance centrale) a permis de caractériser l'échantillon et de présenter les tendances générales. Ensuite, une analyse factorielle en composantes principales (ACP) a été effectuée pour identifier les dimensions les plus représentatives de la littératie financière et vérifier la cohérence interne des items. Enfin, une analyse de régression multiple a été mobilisée pour tester l'effet de la littératie financière et de ses composantes sur la décision d'introduction en bourse.

La fiabilité des échelles a été vérifiée à l'aide du coefficient alpha de Cronbach, dont les valeurs supérieures à 0,7 indiquent une bonne cohérence interne des items. De plus, la validité du modèle a été examinée à travers l'analyse de la colinéarité et le test de normalité des résidus, garantissant la robustesse des résultats obtenus. Le seuil de significativité retenu pour l'interprétation statistique est de 5 %.

Le choix de cette approche méthodologique permet de concilier rigueur scientifique et pertinence contextuelle. En adoptant un modèle quantitatif explicatif, cette recherche vise non seulement à vérifier l'existence d'un lien entre la littératie financière et la décision d'introduction en bourse, mais aussi à identifier les dimensions de la littératie qui influencent le plus le comportement décisionnel des

dirigeants. Cette démarche contribue ainsi à une meilleure compréhension du rôle cognitif et éducatif dans la dynamique de financement des entreprises

5. Résultats et discussion

Les analyses statistiques menées sur l'échantillon de 101 dirigeants d'entreprises camerounaises ont permis de dégager plusieurs résultats significatifs relatifs à la littératie financière et à la décision d'introduction en bourse. Ces résultats apportent un éclairage empirique sur les hypothèses de la recherche et confirment, pour l'essentiel, les constats théoriques évoqués dans la littérature.

5.1. Niveau de littératie financière des répondants

Tableau 1 : moyenne du niveau de littératie financière

	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart type
CONNAISSANCE FINANCIERE	101	0,00	1,00	0,5294	0,24135
COMPETENCE	101	0,00	1,00	0,6432	0,22408
CONFIANCE EN SOI	101	0,00	1,00	0,6039	0,24743

Source : l'auteur

Du tableau 1, on peut tirer plusieurs conclusions :

Il ressort des analyses que plus de la moitié des préparateurs des comptes ont un bon niveau de connaissance financière, car leur score moyen est de 0,53 supérieur à 0,5. De même, les indices moyens de la connaissance financière (0,5294) et de la confiance en soi (0,6039) bien qu'inférieur à celui de la compétence (0,6039) ils restent néanmoins supérieurs à la moyenne.

Les résultats descriptifs montrent d'abord que la majorité des dirigeants interrogés présentent un niveau globalement satisfaisant de littératie financière. La plupart d'entre eux déclarent maîtriser les notions de base liées à la gestion financière, à la lecture des états financiers et aux opérations d'investissement. Cette tendance s'explique en partie par le fait que la majorité des répondants disposent d'un niveau d'instruction supérieur et d'une expérience significative dans la gestion d'entreprise. Toutefois, des disparités notables subsistent entre les différentes dimensions de la littératie. Si la connaissance financière apparaît relativement élevée, la compétence financière et la confiance en soi restent faibles chez plusieurs dirigeants. Ce constat rejoint les observations de Kamdem (2019) selon lesquelles la compréhension théorique des instruments financiers ne garantit pas nécessairement la capacité à les utiliser efficacement.

5.2. Description et appréciation de la décision d'introduction en bourse

La décision d'introduction en bourse est le fait de penser à introduit sa structure en bourse pour le financement de ce ces activités. Le tableau qui suit fait le récapitulatif des permettant d'évaluer la décision d'introduction en bourse

Tableau 2 : Description et appréciation de la décision d'introduction en bourse

Indicateurs	Jamais		Rarement		Pas souvent		souvent		Très souvent	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
L'idée de coter l'entreprise a-t-elle déjà effleuré votre esprit ?	3 2	31,7	55	54,5	14	13,9			-	--
L'idée de coter l'entreprise a-t-elle déjà été mentionnée à un conseil d'administration ?	3 7	36,6	53	52,5	10	9,9	1	1,0	-	--
L'idée de coter l'entreprise a-t-elle déjà fait l'objet de discussion dans votre entreprise ?	4 2	41,6	47	46,5	10	9,9	2	2,0	-	-
Les administrateurs de l'entreprise sont-ils favorable à l'introduction en bourse ?	4 1	40,6	52	51,5	8	7,9	-	--	-	-
Votre entreprise a-t-elle déjà pensée au marché financier pour financer ses investissements ?	4 2	41,6	46	45,5	10	9,9	2	2,0	1	1,0
Songez-vous à ouvrir vos actions sur la bourse au Cameroun ?	3 7	36,6	55	54,5	6	5,9	2	2,0	1	1,0

Le tableau 2 est riche d'enseignement concernant la décision d'introduction en bourse à prendre par les dirigeants d'entreprises au Cameroun. On peut noter que : 86,2% des dirigeants des entreprises installées au Cameroun n'ont rarement voit jamais eu l'idée de coter leur entreprise à la bourse. 89,1% des responsables de structures n'ont pas encore mentionné l'idée d'ouvrir leur capital sur marché financier lors du conseil d'administration. Lors des discussions menées dans les entreprises on a 88,1% qui ne font pas mention de la possibilité de s'introduire en bourse. Dans 93,3% des entreprises qui forment l'échantillon les administrateurs ne sont pas favorables à l'introduction en

bourse. 87,1% ne pensent pas au marché financier pour financer leurs investissements. 91,1% ne songent pas à ouvrir leurs actions sur la bourse au Cameroun. Le constat frappant est la décision d'introduction en bourse au Cameroun est que les dirigeants d'entreprises sont fortement réticents à l'idée de s'introduire en bourse, ce constat rejoint les conclusions des travaux de Tchapga et Feudjo (2016).

5.3. Influence de la littératie financière sur la décision d'introduction en bourse sans variables de contrôle

La Méthode des Moindres Carrées Ordinaires (MCO) peut d'établir les relations entre différentes variables et leur sens de variation. Le tableau présente les résultats de l'influence de la littératie financière sur la décision d'introduction en bourse

Tableau 3 : relation entre la littératie financière et la décision d'introduction en bourse

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	T	Sig.
	B	Erreur standard	Bêta		
(Constante)	0,357	0,098		3,631***	0,000
CON_FCIERE	0,099	0,111	0,092	0,886	0,378
COMP_TENCE	-0,259	0,114	-0,224	-2,258**	0,026
CONF_SOI	0,157	0,107	0,150	1,462	0,147
	R ² =0,077 R ² ajusté = 0,048		F= 2,682*	P= 0,051	

***, **, * : Significatif aux seuils respectif de 1%, 5% et 10%

Source : l'auteur

A la lecture du tableau 3, on remarque que le modèle révèle que la constante a une valeur positive et significative au seuil de 1%, ce qui suppose que d'autres variables devraient être considérés pour l'explication de l'introduction en bourse dans les entreprises au Cameroun. Ce résultat est d'ailleurs conforté par la valeur du R² ajusté (0,048), qui bien que significative à 1% montre que les variables étudiées expliquent faiblement la décision d'introduction car seule la compétence est significative. De plus la variable compétence financière a une influence négative et significative au seuil de 5% sur la décision d'introduction en bourse. Plus précisément, cette dimension influence négativement la décision, suggérant que les dirigeants les plus compétents financièrement perçoivent davantage les contraintes et les risques liés à la cotation. À l'inverse, la connaissance financière et la confiance en soi n'ont pas d'effet statistiquement significatif sur la décision d'ouverture du capital. Ce résultat peut paraître paradoxal, mais il s'explique par la nature du contexte camerounais et par la perception ambivalente de la bourse. Les dirigeants disposant d'une meilleure maîtrise des notions

financières sont souvent conscients des exigences réglementaires, de la rigueur comptable et de la transparence que suppose la cotation. Ils adoptent ainsi une attitude prudente, voire réticente, vis-à-vis de l'introduction en bourse. Ce comportement rejoint les conclusions de Tchapgá et Feudjo (2016), selon lesquels la peur de perdre le contrôle de l'entreprise et la méfiance vis-à-vis de la divulgation publique des informations financières constituent des freins majeurs à la participation au marché boursier.

Par ailleurs, la connaissance financière, bien qu'importante, ne suffit pas à déclencher une intention d'introduction en bourse. Elle fournit au dirigeant les bases de compréhension du fonctionnement du marché, mais ne détermine pas à elle seule la prise de décision. De même, la confiance en soi, perçue ici comme un sentiment de sécurité dans la prise de décision, ne semble pas influencer significativement la volonté d'ouverture du capital. Ces résultats rejoignent ceux de Joo et Grable (2000) et de Lusardi et Mitchell (2014), pour qui la confiance financière, si elle n'est pas appuyée par des compétences solides, peut conduire à des comportements d'évitement ou de surévaluation du risque.

Les analyses complémentaires révèlent aussi que la perception du marché financier camerounais reste globalement faible. Une proportion importante de dirigeants estime que la bourse n'est pas encore suffisamment développée pour constituer un moyen de financement efficace. Plusieurs évoquent le manque de communication, la lenteur administrative et le faible niveau de dynamisme de la BVMAC. Ces résultats corroborent les travaux de Bouba (2010) et de Harraou et al. (2019), qui mettent en évidence les obstacles structurels et institutionnels entravant la vulgarisation du marché financier dans la sous-région.

De manière globale, l'étude montre que le comportement des dirigeants face à la cotation n'est pas uniquement déterminé par leurs connaissances techniques, mais aussi par leurs perceptions et leurs représentations du marché. Cette conclusion rejoint l'idée de Tchapgá (2021) selon laquelle l'éducation financière doit être accompagnée d'un effort de sensibilisation et de communication pour modifier la perception collective du financement boursier. L'amélioration du niveau de littératie financière ne garantit donc pas automatiquement une plus grande participation à la bourse, mais elle constitue un préalable indispensable pour susciter une attitude positive à l'égard de ce mode de financement.

En résumé, les résultats obtenus permettent de valider partiellement les hypothèses formulées. Ils confirment que la littératie financière influence la décision d'introduction en bourse, mais de manière différenciée selon ses composantes. La compétence financière, loin d'être un facteur d'incitation, tend à renforcer la prudence des dirigeants, tandis que la connaissance et la confiance, bien que présentes, n'agissent pas significativement sur le comportement décisionnel. Ces conclusions mettent en lumière l'importance de l'accompagnement éducatif et institutionnel pour transformer la littératie en véritable levier de développement du marché financier camerounais.

6. Conclusion

L'objectif de cette étude était d'analyser le rôle de la littératie financière dans la décision d'introduction en bourse des entreprises camerounaises. À travers une approche quantitative appliquée à un échantillon de 101 dirigeants d'entreprises situées dans les principales villes du pays, les résultats ont permis de mieux comprendre la nature du lien entre les compétences financières des dirigeants et leur comportement face à la cotation.

L'étude révèle que les dirigeants camerounais présentent globalement un niveau acceptable de littératie financière, mais que ses différentes dimensions exercent des effets contrastés sur la décision d'introduction en bourse. La compétence financière, bien qu'indispensable pour la bonne gestion des affaires, influence négativement la décision d'ouverture du capital, car les dirigeants les plus avertis perçoivent davantage les contraintes liées à la transparence, à la réglementation et à la perte de contrôle. En revanche, la connaissance et la confiance financières, quoique présentes, ne se traduisent pas par une volonté accrue d'introduire l'entreprise sur le marché financier.

Ces résultats traduisent la persistance d'une méfiance structurelle à l'égard de la bourse, alimentée par un déficit d'information, un manque de communication institutionnelle et une faible culture boursière. Ils confirment les constats de Bouba (2010), Tchapga et Feudjo (2016) ainsi que Harraou et al. (2019), selon lesquels la sous-utilisation du marché financier au Cameroun ne relève pas seulement de facteurs économiques, mais aussi de facteurs cognitifs et culturels.

Enfin, cette recherche présente certaines limites qui ouvrent des perspectives pour des travaux futurs. L'étude s'est concentrée sur un échantillon restreint et sur un contexte géographique limité. Des recherches ultérieures pourraient élargir l'échantillon à d'autres régions du Cameroun ou à d'autres pays de la CEMAC afin de comparer les comportements décisionnels des dirigeants face à la bourse. L'intégration de variables psychologiques, institutionnelles ou culturelles pourrait également enrichir la compréhension du lien entre littératie et adoption des mécanismes boursiers.

En conclusion, la littératie financière demeure un facteur clé de la prise de décision stratégique dans les entreprises camerounaises. Sa consolidation, à travers l'éducation, la sensibilisation et l'accompagnement, représente un levier essentiel pour dynamiser le marché financier régional et encourager une plus grande ouverture du capital dans les entreprises locales.

Bibliographie

- [1] **Atkinson, A., & Messy, F. (2012).** Measuring Financial Literacy: Results of the OECD/INFE Pilot Study. OECD Publishing.
- [2] **Barney, J. (1991).** Firm resources and sustained competitive advantage. *Journal of Management*, 17(1), 99–120.
- [3] **Bouba, S. (2010).** Financement des entreprises et développement du marché financier au Cameroun. *Revue Africaine d'Économie et de Gestion*, 4(2), 45–62.
- [4] **EcoMatin. (2020).** Pourquoi les entreprises camerounaises boudent la BVMAC ? Douala : Éditions EcoMatin.
- [5] **Feudjo, J., & Tchapga, V. (2016).** La réticence des entreprises camerounaises à l'introduction en bourse : entre contraintes structurelles et facteurs culturels. *Revue Camerounaise de Gestion*, 8(1), 33–51.
- [6] **Harraou, A., Mvogo, G., & Ndzana, R. (2019).** Les obstacles institutionnels à la dynamisation du marché financier dans la CEMAC. *Revue des Sciences de Gestion*, 24(3), 112–128.

- [7] **Harraou, A., Tchapga, J., & Mayeglé, F. (2019).** Contraintes de l'introduction en bourse en Afrique centrale. *Revue Camerounaise de Gestion*, 24(3), 67-89.
- [8] **Haudrière, P. (1989).** Les Compagnies des Indes : Histoire des premières entreprises de financement international. Paris : Fayard.
- [9] **Institut National de la Statistique (INS). (2021).** Recensement Général des Entreprises au Cameroun. Yaoundé : INS.
- [10] **Joo, S., & Grable, J. (2000).** Improving employee productivity: The role of financial counseling and education. *Journal of Employment Counseling*, 37(2), 95–109.
- [11] **Kamdem, D. (2019).** L'importance de la littératie financière dans le développement économique local. Communication présentée au séminaire sur la culture financière au Cameroun, Douala.
- [12] **Klapper, L., Lusardi, A., & Panos, G. (2013).** Financial literacy and its consequences: Evidence from Russia. *Journal of Banking & Finance*, 37(10), 3904–3923.
- [13] **Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2007).** Baby boomer retirement security: The role of planning, financial literacy, and housing wealth. *Journal of Monetary Economics*, 54(1), 205–224.
- [14] **Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2014).** The economic importance of financial literacy: Theory and evidence. *Journal of Economic Literature*, 52(1), 5–44.
- [15] **Monda, A., & Mayeglé, C. (2019).** L'éducation financière et la performance des PME en Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun. *Revue Africaine de Recherche en Management et Finance*, 6(2), 21–40.
- [16] **Nkontchou, T. (2010).** Les marchés financiers africains : Enjeux et perspectives de développement. *Revue Banque & Marchés*, 103(2), 15–27.
- [17] **OCDE. (2005).** Principes et bonnes pratiques en matière d'éducation financière et de sensibilisation. Paris : OECD Publishing.
- [18] **OCDE. (2016).** OECD/INFE International Survey of Adult Financial Literacy Competencies. Paris : OECD Publishing.
- [19] **Spence, M. (1973).** Job market signaling. *Quarterly Journal of Economics*, 87(3), 355–374.
- [20] **Tchapga, V. (2021).** Culture boursière et comportement financier des dirigeants camerounais. Conférence sur l'économie de marché et la gouvernance financière, Université de Dschang.
- [21] **Van Rooij, M., Lusardi, A., & Alessie, R. (2011).** Financial literacy and stock market participation. *Journal of Financial Economics*, 101(2), 449–472.
- [22] **Wernerfelt, B. (1984).** A resource-based view of the firm. *Strategic Management Journal*, 5(2), 171–180.